



Au Conseil général de la commune des Ponts-de-Martel
Rapport à l'appui du projet de budget pour l'exercice 2014

Monsieur le Président, Madame, Monsieur,

Préambule

Le Conseil communal a l'avantage de vous présenter son projet de budget pour l'année 2014. Celui-ci a été élaboré en tenant compte des données connues à ce jour, des expériences des années précédentes et de ce qui pourrait raisonnablement être envisagé. Il reste bien entendu une part d'impondérables difficilement contrôlables, qui cette fois-ci pourraient modifier fondamentalement nos prévisions !

En effet, alors que le Conseil communal prévoit un déficit d'exercice, la décision du Grand Conseil en décembre prochain face au *projet d'harmonisation des clés de répartition des impôts et de la nouvelle redistribution de la part communale de l'impôt des personnes morales* pourrait totalement inverser la situation et amener à un résultat d'exercice positif. Cela met à nouveau le Conseil communal dans une situation désagréable, car peut-être que le budget qu'il a élaboré avec soin sera entièrement bouleversé et ne correspondra plus à la réalité, avant même d'avoir débuté cette nouvelle année.

Le parcours des différents chapitres, ci-après, vous renseignera en détail sur la composition du projet de budget 2014 :

0. Administration

01. Législatif et exécutif

012. Conseil communal

Durant l'exercice 2013, les Conseillers communaux se sont chargés d'importants dossiers se poursuivant également sur l'exercice 2014, dont :

- la vente des parcelles du quartier des Prises,
- l'étude de la continuité de la viabilisation du quartier des Prises,
- la mise en place d'actions sportives régulières,
- la maintenance des appartements communaux,
- diverses collaborations et contacts réguliers avec les communes des Montagnes neuchâteloises également pour l'étude de rapprochements,
- la maintenance du réseau de bornes hydrantes,
- la maintenance et l'amélioration du réseau d'eau,
- la maintenance et l'amélioration de l'éclairage public,

- le suivi de la gestion des déchets,
- la maintenance du Centre polyvalent du Bugnon.

02. Administration générale

020. Administration communale

Notre comptable aura la joie de devenir maman en février 2014 et a demandé au Conseil communal de pouvoir conserver son emploi après son congé maternité, tout en abaissant son taux d'activité de 80% à 50%. Etant entièrement satisfait de ses prestations, le Conseil communal a accepté cette proposition et a mis en place son remplacement durant son absence et a procédé à l'engagement d'une nouvelle employée pour les 30% à repourvoir. Le présent projet de budget tient alors compte de ces importants changements au sein de l'administration communale, notamment au niveau des postes relatifs au traitement du personnel administratif et aux allocations familiales.

Ce budget tient également compte de l'augmentation du taux de cotisation à Prévoyance.ne dans le cadre de sa recapitalisation, puisque la part employeur passera de 13% à 14.7%. Pour les employés, l'augmentation se déclinera ainsi :

Age	2013	2014	Variation
20-29	8.5%	8.8%	+0.3%
30-39	8.7%	9.3%	+0.6%
40-49	9%	9.8%	+0.8%
50-59	9%	10.5%	+1.5%
60-70	9%	10.7%	+1.7%

Au niveau de l'équipement informatique de l'administration communale, les quatre postes de travail devront être remplacés, puisqu'ils ont 5 ans déjà. De plus, le Conseil communal prévoit d'équiper un poste d'outils spécifiques à l'établissement des demandes d'obtention de cartes d'identité afin d'être en mesure de conserver cette prestation au sein de la commune.

Le chapitre « 0. Administration » clôt avec une augmentation des charges par rapport au budget 2013 de fr. 27'820.-.

1. Sécurité publique

10. Protection juridique

100. Cadastre, poids et mesures

Suite à l'informatisation des données des réseaux d'eau et des égouts et leur mise en place sur un système d'information géographique, le présent projet de budget tient compte des frais relatifs à l'hébergement de nos données sur les serveurs du Centre électronique de gestion (CEG), de l'hébergement du logiciel permettant d'exploiter ces données et de travaux de mise à jour de nos données.

101. Justice, divers

Le Conseil communal est fâché de constater une très forte augmentation au niveau des coûts de l'Etat civil des Montagnes neuchâteloises. Pour rappel, les frais de cette structure sont répartis entre les différentes communes selon le nombre d'habitants. Ainsi, la commune des Ponts-de-Martel devra s'acquitter, en plus des frais habituels, de fr. 7'423.- des fr. 103'100.- globaux découlant de la part de l'Etat civil liée à la recapitalisation de Prévoyance.ne et aura aussi à sa charge fr. 3'398.- des fr. 47'200.- globaux relatifs à la création d'un nouveau poste qui permettra de compenser les futurs départs à la retraite.

Les communes des Montagnes neuchâteloises ont demandé à être consultées à l'avenir avant de tels importants changements, même si certains sont inévitables.

11. Police

113. Police locale

Notre agent de police n'intervenant plus sur les routes cantonales, une partie de son traitement a été transféré aux travaux de conciergerie du Centre polyvalent du Bugnon.

Alors que le Conseil communal avait imaginé collaborer uniquement avec la Police neuchâteloise, il a également conclu un contrat avec le Service du domaine public de la ville de La Chaux-de-Fonds, dont les honoraires sont moins élevés. Ainsi, il est possible, avec un montant identique d'effectuer davantage de tâches, ce qui explique la stabilité des coûts.

Afin de fixer le montant 2014 relatif à la part sur les amendes de police, le Conseil communal s'est basé sur la situation effective de l'année en cours. Ce montant est en hausse, puisque les tâches de surveillance le sont aussi.

14. Police du feu

140. Compagnie des sapeurs-pompiers

Alors que les frais liés au Service d'incendie et de secours de Montagnes neuchâteloises (SISMN) diminuent quelque peu, notre participation au Corps des sapeurs-pompiers des marais (CSPM) est en légère hausse. Cela s'explique par l'augmentation de notre population (ce qui modifie la répartition des coûts globaux en notre défaveur), ainsi que par les nombreuses nouvelles recrues à former.

Le solde net du sous-chapitre « Compagnie des sapeurs-pompiers » s'élève à fr. 81'500.-. C'est exactement le montant que notre commune devrait payer au SISMN lorsqu'il englobera le corps des sapeurs-pompiers de notre vallée, lors de la mise en œuvre de la nouvelle *loi sur la prévention et la défense contre les incendies et les éléments naturels, ainsi que les secours (LPDIENS)* du 27 juin 2012, certainement en 2015.

Le chapitre « 1. Sécurité publique » clôt avec une augmentation des charges par rapport au budget 2013 de fr. 8'490.-.

2. Enseignement

20. Ecole publique

200. Degrés HarmoS 1-2

Le poste relatif aux allocations familiales comprend les montants versés à la concierge, puisqu'elle y a désormais droit étant donné que son temps de travail a été augmenté. La récupération de ces allocations est également visible au poste « 200.451.00 – Récupération des allocations familiales ».

21. Ecole publique

210. Degrés HarmoS 3-7

Le Conseil communal a augmenté les coûts liés à l'entretien du collège. En effet, il s'agira notamment, durant l'année 2014, de changer quelques fonds de classes qui ne peuvent plus être poncés ainsi que de remplacer des stores et des chasses d'eau défectueux. Ce poste tient également compte, comme prévu, d'une partie des frais liés aux barrières de la nouvelle cour d'école ainsi que des travaux effectués par un électricien afin d'informatiser une nouvelle salle de classe.

211. Degrés HarmoS 8-11

Les écolages à d'autres communes ne varient pas entre les budgets 2013 et 2014, alors qu'il est prévu davantage d'élèves en 2014 qu'en 2013. Cela s'explique par le fait que le budget 2013 englobait les frais de l'entier de l'année scolaire 2012-2013, alors qu'un des trois acomptes a effectivement déjà été payé en 2012.

Le chapitre « 2. Enseignement » clôt avec une diminution des charges par rapport au budget 2013 de fr. 44'200.-.

3. Culture – Loisirs - Sports

30. Culture

309. Autres tâches culturelles

Le montant assigné aux fêtes diverses a été augmenté afin de couvrir les frais liés à la commémoration du bicentenaire de l'entrée du canton de Neuchâtel dans la Confédération.

34. Sport

340. Activités générales

Comme décrit dans la rubrique concernant la police locale, notre agent de police n'intervenant plus sur les routes cantonales, une partie de son traitement a été transféré aux travaux de conciergerie du Centre polyvalent du Bugnon.

Le local des engins ayant été rénové et réorganisé, les amortissements tiennent désormais compte de cet investissement.

Le chapitre « 3. Culture – Loisirs - Sports » clôt avec une augmentation des charges par rapport au budget 2013 de fr. 5'300.-.

4. Santé

46. Service médical des écoles

Hormis les frais liés au dentiste, ce chapitre est entièrement pris en charge par la ville de La Chaux-de-Fonds (et refacturé aux Ponts-de-Martel au travers de l'écolage). Effectivement, pour éviter de déplacer tous les élèves à La Chaux-de-Fonds pour se rendre à une consultation chez le dentiste, le Conseil communal a préféré prendre à sa charge la différence de prix entre le dentiste chaux-de-fonnier et le dentiste ponlier.

Le chapitre « 4. Santé » clôt avec une diminution des charges par rapport au budget 2013 de fr. 700.-.

5. Prévoyance sociale

La nouvelle *loi cantonale sur l'harmonisation et la coordination des prestations sociales* adoptée par le Grand Conseil en 2005 oblige les communes à se regrouper afin de créer des guichets sociaux régionaux (GSR). Ces guichets servent de point d'entrée unique à la population pour accéder à des prestations sociales.

La mise en place de ces GSR était prévue en trois étapes :

- La première concernait le regroupement au niveau de l'aide sociale. Ainsi, les communes de La Sagne et des Ponts-de-Martel signaient une convention avec la Ville de La Chaux-de-Fonds dans ce sens en 2007.
- La deuxième concernait le regroupement des agences AVS/AI. Les communes de La Sagne et des Ponts-de-Martel signaient alors une convention avec la Ville de La Chaux-de-Fonds dans ce sens en 2009.
- La troisième est en cours de réalisation et consiste à finaliser la mise en place des GSR par la mise en application du projet ACCORD (harmonisation et coordination des prestations sociales).

Etant donné que la ville de La Chaux-de-Fonds a déjà regroupé ces prestations (alors que la commune des Ponts-de-Martel n'a pas encore signé de convention pour la troisième étape), elle a communiqué au Conseil communal un montant global de fr. 41'000.-.

Le Conseil communal a alors réparti ce montant global entre deux postes selon la proportion en vigueur, soit 72% pour l'action sociale (fr. 29'500.-) et 28% pour l'agence AVS/AI (fr. 11'500.-).

Cela génère une forte augmentation par rapport aux montants budgétés en 2013 pour ces deux postes (dû notamment à l'engagement d'employés dans les services chaux-de-fonniers), ce que nous regrettons. Une nouvelle fois, le fait de régionaliser des tâches augmente les frais ! Le Conseil communal est cependant obligé d'aller dans ce sens pour respecter la législation cantonale en vigueur et suivre la voie choisie au travers de la signature des deux conventions précitées.

A noter également que le nombre de dossiers relatifs à des personnes au bénéfice de l'action sociale a augmenté aux Ponts-de-Martel, ce qui explique également la hausse du montant versé à la ville de La Chaux-de-Fonds.

53. Autres assurances sociales

Les coûts relatifs à la part aux établissements spécialisés AI ont pratiquement doublé par rapport au montant budgété pour 2013. Il s'avère que depuis le 1^{er} janvier 2013 déjà (élément non connu lors de l'établissement du budget 2013), le prix par élève en école spécialisée est désormais égal au prix coutant d'un élève en âge de scolarité obligatoire et non plus forfaitaire.

Il s'avère aussi que le nombre d'enfants résidant aux Ponts-de-Martel et fréquentant des établissements spécialisés est en augmentation.

54. Protection de la jeunesse

540. Structure d'accueil de la petite enfance

De plus en plus d'enfants ponliers fréquentent la crèche des Ponts-de-Martel, ce qui augmente la subvention communale (calculée selon le revenu des parents). Les tarifs (fixés par le canton) ont aussi légèrement augmenté.

58. Action sociale

La part communale à l'aide sociale n'est pas prête de diminuer, ce que le Conseil communal regrette fortement. Effectivement, le canton prévoit une augmentation des coûts dans ce domaine de 4.25 millions de francs pour 2014, dont 60% sont à charge des communes.

Le chapitre « 5. Prévoyance sociale » clôt avec une augmentation des charges par rapport au budget 2013 de fr. 91'150.-.

6. Trafic

62. Routes communales

Le Conseil communal prévoit le remplacement du tracteur-tondeuse utilisé autour du Centre polyvalent du Bugnon. En effet, depuis son achat en 2009 pour fr. 4'000.- (reprise comprise), il a fallu investir fr. 8'584.05 en entretien et réparations.

Le Conseil communal estime que cette machine n'est pas adaptée à l'usage qui en est fait et projette son remplacement par un outil plus adapté et qui, de ce fait, nécessitera moins de réparations.

Ce projet de budget tient compte de cet achat ainsi que d'outillage nécessaire aux employés communaux afin qu'ils puissent effectuer leurs tâches dans de bonnes conditions.

Concernant l'entretien des routes et places de parcs, le Conseil communal prévoit un entretien courant, soit fr. 58'000.- ainsi que la réfection de murs. En effet, plusieurs d'entre eux sont passablement endommagés et nécessitent une intervention relativement rapide.

65. Trafic régional

Au niveau de la subvention aux entreprises de transport régionales, la part répartie entre les communes diminue par rapport au budget 2013, ceci notamment car :

- certaines réserves servant à couvrir des risques liés à une réduction du cofinancement de la confédération en raison du taux de couverture des lignes trop faible ont pu être écartées,
- aucune amélioration de l'offre n'est prévue sur les lignes neuchâteloises,
- l'acquisition de nouveau matériel roulant par « transN », décalée partiellement de 2013 à 2014, ne devrait pas engendrer de besoins supplémentaires en indemnités car cela concerne le remplacement de véhicules amortis.

Le chapitre « 6. Trafic » clôt avec une augmentation des charges par rapport au budget 2013 de fr. 28'900.-.

7. Environnement

70. Approvisionnement en eau

700. Service des eaux

La santé financière du service des eaux s'est améliorée et le Conseil communal prévoit, pour 2014, une attribution à la réserve de fr. 75'600.- contre fr. 40'700.- budgétés en 2013.

Comme annoncé lors de la séance ordinaire du Conseil général du 25 avril 2013, le Conseil communal prévoit de verser, en 2014, un centime par mètre-cube d'eau vendue (soit environ fr. 1'000.-) par solidarité en faveur d'un projet lié à l'eau dans un pays défavorisé. Cette démarche avait déjà été entreprise lors de la commémoration des 100 ans de l'arrivée de l'eau courante aux Ponts-de-Martel.

71. Protection des eaux

710. Protection des eaux

Le compacteur à déchets de la station d'épuration consomme une quantité non négligeable d'eau. Le Conseil communal prévoit l'achat d'un surpresseur afin d'être en mesure d'utiliser de l'eau traitée par la station d'épuration, plutôt que de l'eau du réseau.

Au niveau de l'entretien de la station d'épuration, le Conseil communal a planifié le changement des coupoles en plastique sur le toit de la station d'épuration, puisqu'elles sont d'origine et en fin de vie.

L'agrandissement de l'abattoir régional a mis à jour divers problèmes qui ont des incidences plus ou moins directes sur les comptes de la commune.

L'un d'entre eux concerne la pompe de relevage de toutes les eaux usées du secteur d'En-bas-les-Barres afin de les acheminer vers la station d'épuration. Cette dernière fonctionnant depuis 35 ans, son changement est indispensable et le Conseil communal pense profiter de la rénovation des abattoirs afin d'effectuer ces travaux, puisqu'ils doivent eux aussi changer leur propre pompe.

Un autre problème soulevé concerne le tracé et l'état des canalisations d'eaux usées dans ce secteur qui ne sont pas connus avec précision. De ce fait, le Conseil communal prévoit une inspection vidéo de ces tuyaux afin d'obtenir des certitudes.

Les éléments précités amènent à un prélèvement à la réserve de fr. 20'750.-, ce qui n'est toutefois pas inquiétant, puisqu'il s'agit de points exceptionnels et que la réserve est suffisante.

72. Traitement des déchets

720. Déchets ménages

Afin de déterminer le montant de la taxe déchets ménages 2014, le Conseil communal a dû effectuer une simulation de bouclage des comptes 2013 qui démontre une augmentation des ordures ménagères d'environ 3.5 tonnes par rapport 2012. La dernière augmentation de la taxe de fr. 40.- à fr. 70.- par unité devrait régulariser la perte 2012. Par contre, aucune diminution de la taxe déchets ménages n'est prévue pour 2014.

Un nouveau compte relatif à l'installation de « Molok » a été ouvert afin que le Conseil communal soit en mesure d'installer 1 à 2 de ces conteneurs enterrés par année. Cette manière de procéder a pour avantage de lisser les investissements et ne pas devoir acheter et installer 8 « Molok » en une seule fois. Elle permet aussi de ne pas augmenter ou diminuer chaque année la taxe déchets en variant le nombre de conteneurs installés. A noter que ce fonctionnement a été validé par le service des communes.

Au niveau du ramassage des déchets urbains, le Conseil communal ne peut plus tolérer les augmentations successives des tarifs et des temps de passage de l'entreprise actuellement mandatée. C'est pour cette raison qu'il a mis en place une collaboration avec la Ville du Locle dans ce cadre et qui débutera le 1^{er} juillet 2014, à des tarifs raisonnables et évitant ainsi ces variations désagréables.

722. Déchets entreprises

Tout comme les déchets ménages, le Conseil communal a dû effectuer une simulation de bouclage des comptes 2013 afin de déterminer le montant de la taxe déchets entreprises 2014. Elle démontre également une augmentation du tonnage des déchets, mais il ne sera néanmoins pas nécessaire non plus de modifier le montant de la taxe déchets entreprises 2014.

Le chapitre « 7. Environnement » clôt avec une augmentation des charges par rapport au budget 2013 de fr. 470.-.

8. Economie publique

83. Tourisme

Le 19 septembre 2007, le Conseil général acceptait un échange de terrain au terme duquel la commune des Ponts-de-Martel devenait propriétaire des sources d'eau ferrugineuses et soufrées, tout en précisant qu'il serait intéressant, d'un point de vue touristique, de mettre en valeur ces ouvrages.

L'association Torby projette d'étendre ses chemins didactiques justement jusqu'à ces sources et d'installer des panneaux explicatifs. Le Conseil communal soutient ce projet et prévoit au budget 2014 une aide financière dans ce sens.

Au niveau de la ristourne du Groupe E, se basant sur les chiffres 2012, le Conseil communal prévoit une augmentation sensible du montant obtenu.

Le chapitre « 8. Economie publique » clôt avec une augmentation des revenus par rapport au budget 2013 de fr. 2'500.-.

9. Finances et impôts

90. Impôts

Comme indiqué en préambule, le présent projet de budget 2014 ne tient pas compte du *projet d'harmonisation des clés de répartition des impôts et de la nouvelle redistribution de la part communale de l'impôt des personnes morales* puisque le Grand Conseil n'en débattera qu'en décembre 2013 (pour une introduction en janvier 2014 déjà !).

Si toutefois ce plan d'harmonisation entrerait en vigueur, les rentrées fiscales des impôts sur le revenu et la fortune des personnes physiques augmenteraient considérablement, soit environ de fr. 300'000.-, étant donné que notre coefficient d'impôt augmenterait de 70% à 80% et que celui de l'Etat diminuerait de 130% à 120%.

En ne tenant compte que de cet élément, le résultat d'exercice 2014 passerait ainsi d'un déficit de fr. 48'910.- à un bénéfice de fr. 251'090.- !

Pour revenir aux montants effectivement budgétés pour 2014 et plus particulièrement à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, le Conseil communal prévoit prudemment une sensible augmentation, car la situation semble relativement stable.

Suite à la modification en 2010 de la *loi cantonale sur les contributions*, un pot commun a été créé dans le canton permettant d'assurer aux communes neuchâtelaises les recettes fiscales liées aux personnes morales basées sur la moyenne des impôts perçus de 2011 à 2012. Cette redistribution est évaluée à fr. 200'000.- pour 2014.

92. Péréquation financière

Le montant obtenu au travers de la péréquation horizontale est en diminution. Alors qu'on pourrait interpréter cela comme étant une mauvaise nouvelle, cela signifie également que notre revenu par habitant a augmenté (puisque'il s'agit d'un des éléments entrant en jeu dans le calcul de cette répartition), ce qui est positif.

Concernant le montant issu de la péréquation verticale, la commune des Ponts-de-Martel fait partie des 5 communes qui se partageront les fr. 800'000.- à disposition en 2014. A noter que pour la première fois, la commune de Val-de-Travers ne perçoit plus de montant provenant de cette péréquation en raison de l'évolution favorable de ses ressources enregistrées en 2013. Le service des communes a toutefois rendu attentif le Conseil communal sur la forte variation possible entre ce montant et celui qui sera effectivement versé.

94. Biens du patrimoine financier

Les amortissements des biens du patrimoine financier tiennent uniquement compte des amortissements des travaux et non pas des immeubles, selon le souhait du service des communes. En effet, lors de l'introduction prochaine du nouveau plan comptable, il s'agira de réévaluer chaque bâtiment afin de repartir sur de bonnes bases.

Le chapitre « 9. Finances et impôts » clôt avec une augmentation des revenus par rapport au budget 2013 de fr. 105'840.-.

Investissements

Lors de sa séance du 30 octobre 2012, le Conseil général acceptait la transmission au Conseil communal d'un postulat permettant d'avoir une meilleure visibilité des investissements communaux à venir.

Le Conseil communal s'est attelé à cette tâche et vous présente, pour la première fois, un échéancier des investissements, en espérant qu'il réponde à votre demande.

Conclusions

Le résultat final du budget correspond à l'état actuel de nos connaissances sur la situation économique du canton et de la répartition des frais entre l'Etat et les communes.

Le Conseil communal reste soucieux de l'endettement de notre commune et ne dévie pas de l'objectif défini lors des précédentes législatures, à savoir le maintien des infrastructures en investissant pour des objets indispensables, à la hauteur des moyens à disposition, tout en diminuant sensiblement la dette communale.

Le résultat final du budget se présente ainsi :

Dépenses totales	fr. 5'105'720.-
Recettes totales	fr. 5'056'810.-
Déficit présumé	fr. 48'910.-



Commune des Ponts-de-Martel

ARRÊTÉ

- I. Le Conseil général de la commune des Ponts-de-Martel,
Entendu le rapport du Conseil communal et ses conclusions,
Entendu le rapport de la Commission financière

Arrête :

Article premier : Est approuvé le budget de l'exercice 2014 comprenant :

a) Le budget de fonctionnement qui se présente en résumé comme suit :

Charges	fr.	5'105'720.-
Revenus	fr.	5'056'810.-
Excédent de charges	fr.	48'910.-

b) Le budget des investissements qui se présente en résumé comme suit :

Dépenses	fr.	1'157'000.-
Recettes	fr.	134'000.-
Investissements nets/augmentation	fr.	1'023'000.-

c) Le budget des dépenses et recettes concernant le patrimoine financier :

Dépenses	fr.	460'000.-
Recettes	fr.	0.-

Article 2 : Le présent arrêté entre immédiatement en vigueur.
Il sera transmis, avec un exemplaire du budget, au service des communes.

- II. Le Conseil général de la commune des Ponts-de-Martel,
Sur proposition du Conseil communal

Arrête :

Article premier : Tous pouvoirs sont accordés au Conseil communal pour procéder aux transactions immobilières découlant de travaux exécutés dans le cadre du budget, pour l'exercice 2014.

Article 2 : Le présent arrêté sera soumis à la sanction du Conseil d'Etat.

Les Ponts-de-Martel, le 10 décembre 2013

Au nom du **CONSEIL GENERAL**,
Le Président, Le secrétaire,

Jean-Marc Robert

Simon Kammer